

No. 24841. Multilateral

CONVENTION AGAINST TORTURE AND OTHER CRUEL, INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT. NEW YORK, 10 DECEMBER 1984 [United Nations, Treaty Series, vol. 1465, I-24841.]

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY PAKISTAN UPON RATIFICATION

Australia

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

N° 24841. Multilatéral

CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS. NEW YORK, 10 DÉCEMBRE 1984 [Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1465, I-24841.]

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Australie

Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 28 juin 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Australia has examined the reservation made by the Islamic Republic of Pakistan to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and now hereby objects to the same for and on behalf of Australia:

The Government of Australia considers that the reservations by the Islamic Republic of Pakistan are incompatible with the object and purpose of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (the Convention).

The Government of Australia recalls that, according to customary international law as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation incompatible with the object and purpose of a treaty is not permitted.

It is in the common interest of States that treaties to which they have chosen to become party are respected, as to their object and purpose, by all parties and that States are prepared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the treaties.

Furthermore, the Government of Australia considers that the Islamic Republic of Pakistan, through its reservations, is purporting to make the application of the Convention subject to the provisions of general domestic law in force in the Islamic Republic of Pakistan. As a result, it is unclear to what extent the Islamic Republic of Pakistan considers itself bound by the obligations of the Convention and therefore raises concerns as to the commitment of the Islamic Republic of Pakistan to the object and purpose of the Convention.

The Government of Australia considers that the reservations to the Convention are subject to the general principle of treaty interpretation, pursuant to Article 27 of the Vienna Convention of the Law of Treaties, according to which a party may not invoke the provisions of its internal law as justification for its failure to perform a treaty.

For the above reasons, the Government of Australia objects to the aforesaid reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to the Convention and expresses the hope that the Islamic Republic of Pakistan will withdraw its reservations.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Australia and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement australien a examiné les réserves de la République islamique du Pakistan à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et formule les objections ci-après au nom de l’Australie :

Le Gouvernement australien estime que les réserves de la République islamique du Pakistan sont incompatibles avec l’objet et le but de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (la Convention).

Le Gouvernement australien rappelle que le droit international coutumier, tel qu’il a été codifié par la Convention de Vienne sur le droit des traités, interdit la formulation d’une réserve incompatible avec l’objet et le but d’un traité.

Il est dans l’intérêt commun des États qui ont choisi de devenir partie à un traité que toutes les parties en respectent l’objet et le but, les États devant être prêts à procéder aux éventuelles modifications législatives nécessaires pour se conformer aux obligations que leur imposent les traités.

Le Gouvernement australien estime en outre que, par ses réserves, la République islamique du Pakistan vise à subordonner l’application de la Convention aux dispositions de son droit interne général qui sont en vigueur. Par conséquent, on ignore donc la mesure dans laquelle elle s’estime liée par les obligations de la Convention, ce qui suscite des craintes quant à son attachement à l’objet et au but de celle-ci.

Le Gouvernement australien considère que les réserves à la Convention sont régies par le principe général de l’interprétation des traités énoncé à l’article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui prévoit qu’une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d’un traité.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement australien fait objection aux réserves susmentionnées formulées par la République islamique du Pakistan à l’égard de la Convention tout en exprimant l’espoir qu’elle les retirera.

Cette objection ne fait pas obstacle à l’entrée en vigueur de la Convention entre l’Australie et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Austria

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 24 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 24 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Autriche

*Réception par le Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies :
24 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d’office, 24 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Austria has examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon ratification of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

The Government of Austria considers that in aiming to exclude the application of those provisions of the Convention which are deemed incompatible with the Constitution of Pakistan, Sharia laws and certain national laws, the Islamic Republic of Pakistan has made reservations of general and indeterminate scope. These reservations do not clearly define for the other States Parties to the Convention the extent to which the reserving State has accepted the obligations of the Convention.

The Government of Austria therefore considers the reservations of the Islamic Republic of Pakistan to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 incompatible with the object and purpose of the Convention and objects to them.

These objections shall not preclude the entry into force of the Convention between Austria and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement autrichien a examiné les réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de sa ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Gouvernement autrichien estime qu'en voulant exclure l'application des dispositions de la Convention jugées incompatibles avec la Constitution du Pakistan, la charia et certaines lois nationales, la République islamique du Pakistan formule des réserves d'une portée générale et indéterminée et ne permet pas aux autres États parties à la Convention de savoir précisément dans quelle mesure l'État réservataire accepte les obligations énoncées dans la Convention.

En conséquence, le Gouvernement autrichien considère que les réserves formulées par la République islamique du Pakistan au sujet des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention, et fait objection à ces réserves.

Ces objections ne font toutefois pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre l'Autriche et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Belgium

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Belgique

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

« La Belgique a examiné attentivement les réserves formulées par le Pakistan lors de son adhésion le 23 juin 2010 à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cette convention a pour but d'accroître l'efficacité de la lutte contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le monde entier.

Le caractère vague et général des réserves formulées par le Pakistan à l'égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants peut contribuer à saper les bases des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Ces réserves ont pour effet de subordonner l'application des dispositions de la Convention à leur compatibilité avec la Sharia islamique et la législation en vigueur au Pakistan. Il en résulte une incertitude quant à l'étendue des obligations de la Convention que le Pakistan entend respecter et crée un doute sur le respect par le Pakistan de l'objet et du but de la Convention.

Il est de l'intérêt commun des États que toutes les parties respectent les traités auxquels elles ont adhéré et que les États soient disposés à entreprendre tous les amendements législatifs nécessaires aux fins de se conformer aux obligations des traités.

La Belgique constate par ailleurs que ces réserves portent sur des dispositions fondamentales de la Convention.

Subséquentement, la Belgique considère que ces réserves sont incompatibles avec l'objet et le but de celle-ci.

La Belgique rappelle qu'en vertu du droit international coutumier, tel que codifié par la Convention de Vienne sur le Droit des Traités, une réserve incompatible avec l'objet et le but d'un traité n'est pas permise (article 19 (c)).

En outre, l'article 27 de la Convention de Vienne sur le Droit des Traités prescrit qu'une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité.

En conséquence, la Belgique émet une objection aux réserves formulées par le Pakistan à l'égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La Belgique précise que cette objection ne constitue pas un obstacle à l'entrée en vigueur de ladite Convention entre le Royaume de Belgique et le Pakistan. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Belgium has carefully examined the reservations made by Pakistan upon accession on 23 June 2010 to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. This Convention aims at making more effective the struggle against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment throughout the world.

The vagueness and general nature of the reservations made by Pakistan with respect to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment may contribute to undermining the bases of international human rights treaties.

The reservations make the implementation of the Convention's provisions contingent upon their compatibility with the Islamic Sharia and legislation in force in Pakistan. This creates uncertainty as to which of its obligations under the Convention Pakistan intends to observe and raises doubts as to Pakistan's respect for the object and purpose of the Convention.

It is in the common interest for all parties to respect the treaties to which they have acceded and for States to be willing to enact such legislative amendments as may be necessary in order to fulfil their treaty obligations.

Belgium also notes that the reservations concern fundamental provisions of the Convention.

Consequently, Belgium considers the reservations to be incompatible with the object and purpose of that instrument.

Belgium notes that under customary international law, as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation incompatible with the object and purpose of a treaty is not permitted (article 19 (c)).

Furthermore, under Article 27 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, a party may not invoke the provisions of its internal law as justification for its failure to perform a treaty.

Consequently, Belgium objects to the reservations formulated by Pakistan with respect to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between the Kingdom of Belgium and Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Czech Republic

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 20 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 20 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

République tchèque

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
20 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 20 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Czech Republic believes that the reservations of Pakistan made to Articles 3, 4, 6, 8, 12, 13 and 16 of the Convention, if put into practice, would result in restriction and weakening of the universal prohibition of torture. Such restriction or weakening is contrary to the object and purpose of the [Convention]. Furthermore, Pakistan supports reservations to Articles 4, 6, 12, 13 and 16 by references to its domestic law, which is, in the opinion of the Czech Republic, unacceptable under customary international law, as codified in Article 27 of the Vienna Convention on the Law of Treaties. Finally, the reservations to Articles 4, 6, 12, 13 and 16 that refer to the notions such as “Constitution of Pakistan” and “Sharia laws” and to Article 3 that refer to the notions such as “the provisions of its laws relating to extradition and foreigners”, without specifying its contents, do not

clearly define for the other States Parties to the Convention the extent to which the reserving State has accepted the obligations under the Convention.

It is in the common interest of States that treaties to which they have chosen to become parties are respected as to their object and purpose, by all parties, and that States are prepared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the treaties. According to Article 28 paragraph 2 of the Convention and according to customary international law as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation that is incompatible with the object and purpose of a treaty shall not be permitted.

The Czech Republic, therefore, objects to the aforesaid reservations made by Pakistan to the Convention. This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between the Czech Republic and Pakistan. The Convention enters into force in its entirety between the Czech Republic and Pakistan, without Pakistan benefiting from its reservation.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La République tchèque estime que, si elles étaient appliquées, les réserves formulées par le Pakistan à propos des articles 3, 4, 6, 8, 12, 13 et 16 de la Convention auraient pour effet de restreindre et d'affaiblir la notion d'interdiction universelle de la torture, ce qui est incompatible avec l'objet et le but de la Convention. De plus, le fait que le Pakistan justifie ses réserves aux articles 4, 6, 12, 13 et 16 en se prévalant de son droit interne est, selon la République tchèque, inacceptable au regard du droit international coutumier, tel que codifié à l'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Enfin, ces réserves, qui se réfèrent à des notions telles que « Constitution du Pakistan » et « Charia » et la réserve à l'article 3 qui renvoie à des notions telles que « les dispositions de ses lois relatives à l'extradition et aux étrangers », sans en préciser la teneur, n'indiquent pas précisément aux autres États parties à la Convention dans quelle mesure l'État auteur des réserves a accepté les obligations découlant de la Convention.

Il est dans l'intérêt de tous les États que les traités auxquels ils ont choisi de devenir parties soient respectés quant à leur objet et leur but, par toutes les parties, et que les États soient prêts à procéder aux changements législatifs nécessaires pour honorer leurs obligations au titre de ces traités. Conformément au paragraphe 2 de l'article 28 de la Convention, ainsi qu'au droit international coutumier tel que codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, les réserves qui sont incompatibles avec l'objet et le but d'un traité ne sont pas autorisées.

La République tchèque fait donc objection aux réserves susmentionnées formulées par le Pakistan à l'égard de la Convention. Cette objection n'empêche pas l'entrée en vigueur de la Convention entre la République tchèque et le Pakistan. La Convention entre en vigueur dans son intégralité entre les deux États, sans que le Pakistan puisse se prévaloir de sa réserve.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Denmark

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Danemark

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the Kingdom of Denmark has examined the reservations made by the Government of the Islamic Republic of Pakistan upon ratification of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

The Government of Denmark considers, that the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to articles 3, 4, 6, 12, 13, and 16 of the Convention, which make the application of these essential obligations under the Convention subject to Sharia and/or constitutional and/or national law in force in the Islamic Republic of Pakistan, raise doubts as to what extent the Islamic Republic of Pakistan considers itself bound by the obligations of the treaty and concern as to the commitment of the Islamic Republic of Pakistan to the object and purpose of the Convention.

The Government of Denmark wishes to recall that, according to customary international law, as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, reservations incompatible with the object and purpose of the Convention shall not be permitted.

Consequently, the Government of Denmark considers the said reservations as incompatible with the object and purpose of the Convention and accordingly inadmissible and without effect under international law.

The Government of Denmark therefore objects to the aforementioned reservations made by the Government of the Islamic Republic of Pakistan. This shall not preclude the entry into force of the Convention in its entirety between the Islamic Republic of Pakistan and Denmark.

The Government of Denmark recommends the Government of the Islamic Republic of Pakistan to reconsider its reservations to the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement du Royaume du Danemark a examiné les réserves formulées par le Gouvernement de la République islamique du Pakistan lors de la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Gouvernement danois estime que les réserves formulées par la République islamique du Pakistan à l'égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention, qui subordonnent le respect de ces dispositions essentielles à leur conformité à la charia et à la Constitution pakistanaise et d'autres textes de droit pakistanais, font douter que la République islamique du Pakistan se considère liée par les obligations découlant de la Convention et suscitent des inquiétudes quant à sa volonté de respecter l'objet et le but de la Convention.

Le Gouvernement danois tient à rappeler que le droit international coutumier tel qu'il est codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités n'admet pas les réserves incompatibles avec l'objet et le but de la Convention.

Considérant donc que les réserves susmentionnées sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention, le Gouvernement danois estime qu'elles sont irrecevables et sans effet en droit international.

En conséquence, le Gouvernement danois fait objection aux réserves susmentionnées formulées par le Gouvernement pakistanais, sans préjudice de l'entrée en vigueur intégrale de la Convention entre la République islamique du Pakistan et le Danemark.

Le Gouvernement danois recommande au Gouvernement pakistanais de revenir sur les réserves qu'il a formulées à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Finland

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Finlande

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Finland welcomes the ratification of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment by the Islamic Republic of Pakistan. The Government of Finland has carefully examined the content of the reservations relating to Articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 and 30 of the Convention made by the Islamic Republic of Pakistan upon ratification.

The Government of Finland notes that the Islamic Republic of Pakistan reserves the right to apply the provisions of Article 3 so as to be in conformity with the provisions of its laws relating to extradition and foreigners, and the provisions of Articles 4, 6, 12, 13 and 16 to the extent that they are not repugnant to the provisions of the Constitution of Pakistan and the Sharia laws.

The Government of Finland notes that a reservation which consists of a general reference to national law without specifying its content does not clearly define to other Parties to the Convention the extent to which the reserving State commits itself to the Convention and creates serious doubts as to the commitment of the reserving State to fulfil its obligations under the Convention. Such reservations are, furthermore, subject to the general principle of treaty interpretation according to which a party may not invoke the provisions of its domestic law as justification for a failure to perform its treaty obligations.

The reservations to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 seek to restrict essential obligations of the Islamic Republic of Pakistan under the Convention and raise serious doubts as to the commitment

of the Islamic Republic of Pakistan to the object and purpose of the Convention. The Government of Finland wishes to recall that, according to Article 19 (c) of the Vienna Convention on the Law of Treaties and customary international law, a reservation contrary to the object and purpose of a treaty shall not be permitted. It is in the common interest of States that treaties to which they have chosen to become parties are respected as to their object and purpose and that States are prepared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the treaties.

The Government of Finland therefore objects to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan in respect of Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention. This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between the Islamic Republic of Pakistan and Finland. The Convention will thus become operative between the two states without the Islamic Republic of Pakistan benefiting from its reservations.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement finlandais se félicite de la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par la République islamique du Pakistan. Le Gouvernement finlandais a soigneusement examiné la teneur des réserves relatives aux articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 et 30 de la Convention formulées par la République islamique du Pakistan au moment de sa ratification.

Le Gouvernement finlandais note que la République islamique du Pakistan se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article 3 de façon qu'elles soient conformes aux dispositions de ses lois relatives à l'extradition et aux étrangers et les dispositions des articles 4, 6, 12, 13 et 16 dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la Constitution pakistanaise et des lois de la charia.

Le Gouvernement finlandais note qu'une réserve consistant en une référence générale à la législation nationale sans spécifier sa teneur n'indique pas clairement aux autres Parties à la Convention la mesure dans laquelle l'État exprimant la réserve s'engage à respecter la Convention et suscite de sérieux doutes quant à l'engagement de cet État à s'acquitter de ses obligations en vertu de la Convention. Ces réserves sont en outre subordonnées au principe général de l'interprétation des traités en vertu duquel une partie ne peut invoquer les dispositions de sa législation interne pour justifier le non-respect de ses obligations découlant d'un traité.

Les réserves aux articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 visent à limiter les obligations essentielles de la République islamique du Pakistan en vertu de la Convention et soulèvent de sérieux doutes quant à l'engagement de la République islamique du Pakistan en faveur de l'objet et du but de la Convention. Le Gouvernement finlandais souhaite rappeler qu'en vertu de l'article 19 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités et du droit international coutumier, une réserve contraire à l'objet et au but d'un traité n'est pas autorisée. Il est dans l'intérêt commun des États que les traités auxquels ils ont décidé de devenir parties soient respectés quant à leur objet et à leur but et que les États soient prêts à procéder à tous les changements législatifs nécessaires au respect de leurs obligations en vertu des traités.

En conséquence, le Gouvernement finlandais fait objection aux réserves formulées par la République islamique du Pakistan à propos des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention. Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre la République islamique du Pakistan et la Finlande. La Convention deviendra donc effective entre les deux États sans que la République islamique du Pakistan ne puisse invoquer ses réserves.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

France

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 27 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 27 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

France

Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 27 juin 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 27 juin 2011

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

« Le Gouvernement de la République française a examiné les réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de la ratification, le 23 juin 2010, de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

S'agissant des réserves aux articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16, la France estime qu'en visant à exclure l'application de dispositions de la Convention dans la mesure où elles seraient contraires ou non conformes aux lois relatives à l'extradition et aux étrangers ou à la Constitution du Pakistan et à la Charia, la République islamique du Pakistan a formulé des réserves qui revêtent une portée générale et indéterminée. En effet, ces réserves sont vagues car elles ne précisent pas quelles dispositions du droit interne sont visées. Dès lors, elles ne permettent pas aux autres États parties d'apprécier la portée de l'engagement de la République islamique du Pakistan et notamment leur compatibilité avec l'objet et le but de la Convention.

Dès lors, le Gouvernement de la République française oppose une objection aux réserves formulées par la République islamique du Pakistan. Cette objection ne s'oppose cependant pas à l'entrée en vigueur de la Convention entre la France et le Pakistan. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Government of the French Republic has considered the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon its ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment on 23 June 2010.

Concerning the reservations to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16, France considers that in seeking to exclude the application of provisions of the Convention, insofar as they might be contrary to or inconsistent with laws relating to extradition and foreigners, the Constitution of Pakistan and Sharia law, the Islamic Republic of Pakistan has made reservations of a general and indeterminate nature. Indeed, these reservations are vague since they do not specify which provisions of domestic law are affected. Thus, they do not allow other States Parties to appreciate the extent of the commitment of the Islamic Republic of Pakistan, including the compatibility of the provisions with the object and purpose of the Convention.

The Government of the French Republic therefore objects to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan. However, this objection shall not preclude the entry into force of the Convention between France and Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Germany

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Allemagne

Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 28 juin 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the Federal Republic of Germany has carefully examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan on 23 June 2010 to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention Against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

The Government of the Federal Republic of Germany is of the opinion that these reservations subject the application of Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16, all of which are core provisions of the Convention, to a system of domestic norms without specifying the contents thereof, leaving it uncertain to which extent the Islamic Republic of Pakistan accepts to be bound by the obligations under the Convention and raising serious doubts as to its commitment to fulfil its obligations under the Convention. The reservations therefore are considered incompatible with the object and purpose of the Convention and consequently impermissible under art. 19 c of the Vienna Convention on the Law of Treaties.

The Government of the Federal Republic of Germany therefore objects to the above-mentioned reservations as being incompatible with the object and purpose of the Convention. This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between the Federal Republic of Germany and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a soigneusement examiné les réserves formulées le 23 juin 2010 par la République islamique du Pakistan aux articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est d'avis que ces réserves soumettent l'application des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16, qui sont des dispositions fondamentales de la Convention, à un système de normes internes dont la teneur n'est pas précisée, faisant planer un doute sur la mesure dans laquelle la République islamique du Pakistan accepte d'être liée par les obligations qui découlent de la Convention et suscitant de sérieuses craintes quant à sa détermination à s'en acquitter. Ces réserves sont donc considérées comme incompatibles avec l'objet et le but de la Convention, et par conséquent contraires à l'alinéa c) de l'article 19 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

En conséquence, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne fait objection aux réserves susmentionnées en ce qu'elles sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention.

Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre la République fédérale d'Allemagne et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Greece

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 22 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 22 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Grèce

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
22 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 22 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the Hellenic Republic considers that the reservation with respect to Article 3, a core provision of the Convention, which subjects its application to the laws of the Islamic Republic of Pakistan relating to extradition and foreigners without specifying their content, is incompatible with the object and purpose of the above Convention.

Moreover, the Government of the Hellenic Republic considers that the reservations with respect to Articles 4, 12, 13 and 16, which contain a general reference to the Provisions of the Constitution of Pakistan and Sharia laws do not specify the extent of the derogation therefrom and, therefore, are incompatible with the object and purpose of the Convention.

For those reasons the Government of the Hellenic Republic objects to the abovementioned reservations formulated by the Islamic Republic of Pakistan.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Greece and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République hellénique considère que la réserve formulée par la République islamique du Pakistan à l'égard de l'article 3, disposition essentielle de la Convention, par laquelle elle soumet l'application de l'article à ses lois relatives à l'extradition et aux étrangers sans en préciser la teneur, est incompatible avec l'objet et le but de la Convention.

De plus, le Gouvernement de la République hellénique considère que les réserves formulées à l'égard des articles 4, 12, 13 et 16, qui font référence de façon générale aux dispositions de la Constitution du Pakistan et à la charia, ne précisent pas la portée des dérogations qu'elles établissent et sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République hellénique s'oppose aux réserves susmentionnées de la République islamique du Pakistan.

Cette objection ne devrait toutefois pas empêcher l'entrée en vigueur de la Convention entre la Grèce et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Hungary

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Hongrie

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“With regard to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan:

The Government of the Republic of Hungary has examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon accession to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment adopted by General Assembly of the United Nations on 10 December 1984, with regard to articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 and 30 of the Convention.

The Government of the Republic of Hungary is of the view that the implementation of the reservations aiming at the elimination of the duty to fulfill by the reserving State vital obligations enshrined in the Convention made by the Islamic Republic of Pakistan with regard to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention would make it impossible to attain the objective of the Convention, which is to protect entities from torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and to make the struggle against such violations of human rights more effective. In consequence, according to article 19 (c) of the Vienna Convention on the Law of Treaties, which is a treaty and customary norm, these reservations shall not be permitted as they are incompatible with the object and purpose of the Convention.

In order to justify its will to exclude the legal consequences of certain provisions of the Convention, the Islamic Republic of Pakistan raised in the reservations with regard to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 the inconsistency of these provisions with its domestic legislation. The Government of the Republic of Hungary recalls that, according to article 27 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, which is a treaty and customary norm, the State Party to an international agreement may not invoke the provisions of its internal law as justification for its failure to perform a treaty.

The Islamic Republic of Pakistan refers in the above-mentioned reservations to the Sharia laws and to its domestic legislation as possibly affecting the application of the Convention. Nonetheless, it fails to specify the exact content of these laws and legislation. As a result, it is impossible to clearly define the extent to which the reserving State has accepted the obligations of the Convention.

Therefore, the Government of the Republic of Hungary objects to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon accession to the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment adopted by the General Assembly of the United Nations on 10 December 1984, with regard to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16.

This objection does not preclude the entry into force of the [Convention] between the Republic of Hungary and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

S'agissant des réserves formulées par la République islamique du Pakistan :

Le Gouvernement de la République de Hongrie a examiné les réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de son adhésion à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984, concernant les articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 et 30 de la Convention.

Le Gouvernement de la République de Hongrie estime que la mise en œuvre des réserves visant à supprimer le devoir de l'État réservataire de s'acquitter d'obligations vitales lui incombant en vertu de la Convention, formulées par la République islamique du Pakistan à propos des articles 3, 4, 6, 8, 12, 13 et 16 de la Convention, empêcherait le pays d'atteindre l'objectif de la Convention, qui est de protéger les entités de la torture et d'autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants et de rendre plus efficace la lutte contre ces violations des droits de l'homme. En conséquence, conformément à l'alinéa c) de l'article 19 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui est un traité et une norme coutumière, ces réserves ne sont pas autorisées car elles sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention.

Afin de justifier sa volonté d'exclure les conséquences juridiques de certaines dispositions de la Convention, la République islamique du Pakistan a mentionné, dans les réserves qu'elle a formulées à propos des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16, le caractère incompatible de ces dispositions avec sa législation nationale. Le Gouvernement de la République de Hongrie rappelle que, conformément à l'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui est un traité et une norme coutumière, l'État partie à un accord international ne peut invoquer les dispositions de son droit interne pour justifier le fait qu'il ne s'acquitte pas de ses obligations en vertu d'un traité.

La République islamique du Pakistan se réfère, dans les réserves susmentionnées, à la charia et à son droit interne, indiquant qu'ils peuvent affecter l'application de la Convention. Elle ne mentionne toutefois pas la teneur exacte de cette législation. Il s'ensuit qu'il est impossible de clairement définir la mesure dans laquelle l'État réservataire a accepté les obligations de la Convention.

Le Gouvernement de la République de Hongrie fait par conséquent objection aux réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de son adhésion à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984, s'agissant des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16.

Cette objection n'empêche pas l'entrée en vigueur de la Convention entre la République de Hongrie et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Ireland

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 23 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 23 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Irlande

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
23 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 23 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Ireland has examined the reservations made on 23 June 2010 by the Islamic Republic of Pakistan upon ratification of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

The Government of Ireland notes that the Islamic Republic of Pakistan subjects Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 to the Constitution of Pakistan, its domestic law and/or Sharia law. The Government of Ireland is of the view that a reservation which consists of a general reference to the Constitution or the domestic law of the reserving State or to religious law, may cast doubt on the commitment of the reserving state to fulfil its obligations under the Convention. The Government of Ireland is of the view that such general reservations are incompatible with the object and purpose of the Convention and may undermine the basis of international treaty law.

The Government of Ireland therefore objects to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Ireland and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement irlandais a examiné les réserves émises le 23 juin 2010 par la République islamique du Pakistan lors de la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Gouvernement irlandais note que la République islamique du Pakistan subordonne l'application des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 à la Constitution pakistanaise, au droit interne et à la charia. Le Gouvernement irlandais estime qu'une réserve consistant en une référence générale à la Constitution ou au droit interne de l'État réservataire ou au droit religieux peut faire douter de l'engagement de cet État de s'acquitter des obligations que lui impose la Convention. Le Gouvernement irlandais est d'avis que des réserves générales de cette nature sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention et risquent de compromettre le fondement du droit international des traités.

En conséquence, le Gouvernement irlandais fait objection aux réserves formulées par la République islamique du Pakistan à propos des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre l'Irlande et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Italy

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Italie

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Italy has examined the reservations made on 23 June 2010 by the Islamic Republic of Pakistan upon ratification of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, regarding articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention.

The Government of Italy notes that the said articles of the Convention are being made subject to a general reservation referring to the contents of existing legislation in the Islamic Republic of Pakistan.

The Government of Italy is of the view that, in the absence of further clarification, these reservations raise doubts as to the commitment of the Islamic Republic of Pakistan as to the object and purpose of the Convention and would like to recall that, according to customary international law as codified by the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation incompatible with the object and purpose of a treaty shall not be permitted. It is in the common interest of States that treaties to which they have chosen to become parties are respected as to their object and purpose by all Parties and that States are prepared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the treaties.

The Government of Italy, therefore, objects to the aforesaid reservations made by the Islamic Republic of Pakistan [to] the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

This objection shall not preclude the entry into force of the [Convention] between Italy and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement italien a examiné les réserves formulées le 23 juin 2010 par la République islamique du Pakistan lors de sa ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants concernant ses articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16.

Le Gouvernement italien note que les articles susmentionnés sont subordonnés à une réserve générale qui renvoie aux dispositions de la législation existante en République islamique du Pakistan.

Le Gouvernement italien est d'avis qu'en l'absence de nouvelles précisions, ces réserves font naître des doutes quant à la volonté de la République islamique du Pakistan de respecter l'objet et le but de la Convention et tient à rappeler que le droit international coutumier, tel qu'il est codifié par la Convention de Vienne sur le droit des traités, n'admet pas les réserves incompatibles avec l'objet et le but d'un traité. Il est de l'intérêt commun des États que l'objet et le but des traités auxquels ils ont choisi de devenir parties soient respectés par toutes les Parties, et que les États soient disposés à procéder aux modifications législatives nécessaires pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de ces traités.

En conséquence, le Gouvernement italien fait objection aux réserves formulées par la République islamique du Pakistan à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La présente objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre l'Italie et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Latvia

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 29 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Lettonie

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
29 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 29 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the Republic of Latvia has carefully examined the reservations expressed by the Islamic Republic of Pakistan to articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 and 30 of the Convention upon ratification.

The Government of the Republic of Latvia considers that the reservations expressed by the Islamic Republic of Pakistan seek to limit the effect of the application of the Convention.

Moreover, the Government of the Republic of Latvia notes that the reservations expressed by the Islamic Republic of Pakistan to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention, viewed as constituting the object and purpose thereof, subject these provisions to the regime of its national law.

The Government of the Republic of Latvia recalls that article 27 of the Vienna Convention on the Law of Treaties sets out that a State Party may not invoke provisions of its internal law as justification for its failure to perform obligations arising from an international treaty.

The Government of the Republic of Latvia also recalls that customary international law as codified by the Vienna Convention on the Law of Treaties, and in particular article 19 (c) thereof, sets out that a reservation incompatible with the object and purpose of a treaty is not permissible.

Hence, reservations expressed by the Islamic Republic of Pakistan to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention raise doubts as to whether the Government of the Islamic Republic of Pakistan will apply the Convention in line with its object and purpose.

Consequently, the Government of the Republic of Latvia objects to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention.

At the same time, this objection shall not preclude the entry into force of the Convention between the Republic of Latvia and the Islamic Republic of Pakistan. Thus, the Convention will become operative without the Islamic Republic of Pakistan benefiting from its reservation.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République de Lettonie a examiné avec soin les réserves formulées par la République islamique du Pakistan à l’égard des articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 et 30 de la Convention lors de sa ratification.

Le Gouvernement de la République de Lettonie considère que les réserves émises par la République islamique du Pakistan visent à limiter les effets de l’application de la Convention.

De plus, le Gouvernement de la République de Lettonie constate que les réserves exprimées par la République islamique du Pakistan à l’égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention, qui en constituent l’objet et le but, subordonnent ces dispositions au régime de son droit interne.

Le Gouvernement de la République de Lettonie rappelle qu’aux termes de l’article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, un État partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d’obligations découlant d’un traité international.

Le Gouvernement de la République de Lettonie rappelle également que le droit international coutumier, codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, et en particulier son article 19 c), dispose qu’une réserve incompatible avec l’objet et le but d’un traité n’est pas valide.

Il s’ensuit que les réserves formulées par la République islamique du Pakistan à l’égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention soulèvent la question de savoir si la République islamique du Pakistan appliquera la Convention conformément à son objet et à son but.

En conséquence, le Gouvernement de la République de Lettonie fait objection aux réserves émises par la République islamique du Pakistan à l’égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention.

Néanmoins, cette objection ne fait pas obstacle à l’entrée en vigueur de la Convention entre la République de Lettonie et la République islamique du Pakistan. Ainsi, la Convention prendra effet sans que la République islamique du Pakistan ne puisse se prévaloir de ses réserves.

OBJECTION TO THE RESERVATION MADE BY PAKISTAN UPON RATIFICATION

Norway

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 29 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Norvège

Réception par le Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies : 29 juin 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d’office, 29 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Norway has examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. The Government of Norway considers that the reservations with regard to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention are so extensive as to be contrary to its object and purpose. The Government of Norway therefore objects to the said reservations made by the Islamic Republic of Pakistan. This objection does not preclude the entry into force in its entirety of the Convention between the Kingdom of Norway and the Islamic Republic of Pakistan. The Convention thus becomes operative between the Kingdom of Norway and the Islamic Republic of Pakistan without the Islamic Republic of Pakistan benefiting from the aforesaid reservations.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement norvégien a examiné les réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de sa ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Gouvernement norvégien estime que les réserves faites aux articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 sont si étendues qu’elles sont contraires à l’objet et au but de la Convention. En conséquence, il fait objection aux réserves formulées par la République islamique du Pakistan, sans préjudice de l’entrée en vigueur de la Convention entre le Royaume de Norvège et la République islamique du Pakistan. Celle-ci prendra donc effet entre les deux États sans que la République islamique du Pakistan puisse se prévaloir des réserves susmentionnées.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Poland

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 3 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 6 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Pologne

*Réception par le Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies :
3 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d’office, 6 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the Republic of Poland has examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon accession to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment adopted by General Assembly of the United Nations on 10 December 1984, with regard to Articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 and 30 of the Convention.

The Government of the Republic of Poland is of the view that the implementation of the reservations aiming at the elimination of the duty to fulfill by the reserving State vital obligations enshrined in the Convention made by the Islamic Republic of Pakistan with regard to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention would make it impossible to attain the objective of the Convention, which is to protect entities from torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and to make the struggle against such violations of human rights more effective. In consequence, according to Article 19 (c) of the Vienna Convention on the Law of Treaties, which

is a treaty and customary norm, these reservations shall not be permitted as incompatible with the object and purpose of the Convention.

In order to justify its will to exclude the legal consequences of certain provisions of the Convention, the Islamic Republic of Pakistan raised in the reservations with regard to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 the inconsistency of these provisions with its domestic legislation. The Government of the Republic of Poland recalls that, according to Article 27 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, which is a treaty and customary norm, the State Party to an international agreement may not invoke the provisions of its internal law as justification for its failure to perform a treaty.

The Islamic Republic of Pakistan refers in the above-mentioned reservations to the Sharia laws and to its domestic legislation as possibly affecting the application of the Convention. Nonetheless it does specify the exact content of these laws and legislation. As a result, it is impossible to clearly define the extent to which the reserving State has accepted the obligations of the Convention.

Therefore, the Government of the Republic of Poland objects to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon accession to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment adopted by the General Assembly of the United Nations on 10 December 1984, with regard to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16.

This objection does not preclude the entry into force of the [Convention] between the Republic of Poland and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République de Pologne a examiné les réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de son adhésion à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984, à propos des articles 3, 4, 6, 8, 12, 13, 16, 28 et 30 de la Convention.

Le Gouvernement de la République de Pologne considère que l'application des réserves formulées par la République islamique du Pakistan visant à décharger l'État qui les a formulées des obligations énoncées dans la Convention à l'égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 rendrait impossible la réalisation de l'objectif de la Convention, qui est de protéger les entités contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'accroître l'efficacité de la lutte contre ces violations des droits de l'homme. En conséquence, conformément à l'alinéa c) de l'article 19 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui constitue une disposition conventionnelle et une règle coutumière, ne sont pas admissibles les réserves qui sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention.

Afin de justifier sa volonté d'exclure les conséquences juridiques de certaines dispositions de la Convention, la République islamique du Pakistan a soulevé dans les réserves à l'égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 l'incompatibilité de ces dispositions avec son droit interne. Le Gouvernement de la République de Pologne rappelle qu'aux termes de l'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, qui constitue une disposition conventionnelle et une règle coutumière, l'État partie à un accord international ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité.

La République islamique du Pakistan se réfère dans les réserves susmentionnées à la charia et à son droit interne en déclarant qu'ils pourraient avoir des incidences sur l'application de la

Convention. Toutefois, elle ne précise pas le contenu de ces lois et législations. En conséquence, il est impossible de définir clairement dans quelle mesure l'État qui a formulé ces réserves a accepté les obligations de la Convention.

En conséquence, le Gouvernement de la République de Pologne émet une objection aux réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de son adhésion à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984, à propos des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16.

Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre la République de Pologne et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Portugal

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Portugal

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the Portuguese Republic has examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon ratification of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, New York, 10 December 1984.

The Government of the Portuguese Republic considers that the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 are reservations that seek to subject the application of the Convention to its Constitution, its domestic law or/and Sharia Law, limiting the scope of the Convention on an unilateral basis and contributing to undermining the basis of International Law.

The Government of the Portuguese Republic considers that reservations by which a State limits its responsibilities under the International Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, by invoking its Constitution, the domestic law or/and the Sharia Law raise serious doubts as to the commitment of the reserving State to the object and purpose of the Convention, as the reservations are likely to deprive the provisions of the Convention of their effect and are contrary to the object and purpose thereof.

It is in the common interest of all the States that Treaties to which they have chosen to become parties are respected as to their object and purpose by all parties and that States are prepared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the Treaties.

The Government of the Portuguese Republic recalls that, according to customary international law as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation incompatible with the object and purpose of the Convention shall not be permitted.

The Government of the Portuguese Republic therefore objects to the aforesaid reservations made by the Government of the Islamic Republic of Pakistan to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, New York, 10 December 1984.

However, these objections shall not preclude the entry into force of the Convention between the Portuguese Republic and the Islamic Republic of Pakistan.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République portugaise a examiné les réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants conclue à New York le 10 décembre 1984.

Le Gouvernement de la République portugaise estime que les réserves formulées par la République islamique du Pakistan eu égard aux articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 sont des réserves qui visent à assujettir l'application de la Convention à sa Constitution, à sa législation interne et/ou à la charia, limitant de manière unilatérale la portée de la Convention et contribuant à saper les fondements du droit international.

Le Gouvernement de la République portugaise estime que les réserves par lesquelles un État limite ses responsabilités en vertu de la Convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en invoquant sa Constitution, sa législation interne et/ou la charia soulèvent de sérieux doutes quant à l'engagement dudit État à l'égard de l'objet et du but de la Convention, dans la mesure où ces réserves risquent de priver les dispositions de la Convention de leur effet et sont contraires à l'objet et au but de la Convention.

Il est dans l'intérêt de tous les États que les traités auxquels ils ont décidé de devenir parties soient respectés dans leur objet et leur but par toutes les parties et que les États soient prêts à procéder à tous les changements législatifs nécessaires au respect de leurs obligations en vertu des traités.

Le Gouvernement de la République portugaise rappelle que, conformément au droit international coutumier tel que codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, une réserve incompatible avec l'objet et le but de la Convention n'est pas autorisée.

En conséquence, le Gouvernement de la République portugaise fait objection aux réserves susmentionnées formulées par le Gouvernement de la République islamique du Pakistan eu égard aux articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conclue à New York le 10 décembre 1984.

Toutefois, ces objections ne font pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre la République portugaise et la République islamique du Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Slovakia

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 23 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 23 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Slovaquie

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
23 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 23 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Slovak Republic has examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon its ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, of 10 December 1984, according to which:

‘The Government of the Islamic Republic of Pakistan declares [that] the provisions of Article 3 shall be so applied as to be in conformity with the provisions of its laws relating to extradition and foreigners.

The Government of the Islamic Republic of Pakistan declares that pursuant to Article 8, paragraph 2, of the Convention, it does not take this Convention as the legal basis for cooperation on extradition with other States Parties.

The Government of the Islamic Republic of Pakistan declares that the provisions of these Articles [Article 4, 6, 12, 13 and 16] shall be so applied to the extent that they are not repugnant to the Provisions of the Constitution of Pakistan and the Sharia laws.

In accordance with Article 28, paragraph 1, of the Convention, the Government of the Islamic Republic of Pakistan hereby declares that it does not recognize the competence of the Committee provided for in Article 20.

The Government of the Islamic Republic of Pakistan does not consider itself bound by Article 30, paragraph 1 of the Convention.’

The Slovak Republic considers that with the reservations to Articles 4, 6, 12, 13 and 16 the application of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment is made subject to the Islamic Sharia law. Moreover it considers the reservations with respect to Article 3 of the Convention as incompatible with the object and purpose of the Convention.

This makes it unclear to what extent the Islamic Republic of Pakistan considers itself bound by the obligations of the Convention as to its commitment to the object and purpose of the Convention.

It is in the common interest of States that all parties respect treaties to which they have chosen to become party, as to their object and purpose, and that States are prepared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the treaties.

The Slovak Republic recalls that the customary international law, as codified by the Vienna Convention on the Law of Treaties, and in particular Article 19 (c), sets out that the reservation that is incompatible with the object and purpose of a treaty is not permitted. The Slovak Republic

therefore objects to the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to Articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between the Slovak Republic and the Islamic Republic of Pakistan, without the Islamic Republic of Pakistan benefiting from its reservations.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La République slovaque a examiné les réserves ci-après faites par la République islamique du Pakistan lorsqu'elle a ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en date du 10 décembre 1984 :

« Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare que l'article 3 s'applique de telle manière qu'il soit en conformité avec ses lois relatives à l'extradition et aux étrangers.

Aux fins du paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention, le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare qu'il ne considère pas la Convention comme constituant la base juridique de la coopération avec les autres États parties en matière d'extradition.

Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare que les articles 4, 6, 12, 13 et 16 s'appliquent dans la mesure où ils ne sont pas contraires à la Constitution du Pakistan et à la charia.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention, le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare qu'il ne reconnaît pas la compétence que l'article 20 confère au Comité.

Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan ne s'estime pas lié par le paragraphe 1 de l'article 30 de la Convention. »

La République slovaque considère que les réserves aux articles 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants subordonnent l'application de la Convention à la charia islamique. Elle considère de plus les réserves à l'article 3 de la Convention comme incompatibles avec l'objet et le but de celle-ci.

Du fait de ces réserves, il est difficile de déterminer dans quelle mesure la République islamique du Pakistan se considère liée par les obligations énoncées dans la Convention quant à son attachement à l'objet et au but de celle-ci.

Il est dans l'intérêt commun des États que toutes les parties respectent les traités auxquels elles ont choisi de devenir partie, dans leur objet et dans leur but, et que les États soient prêts à modifier leur législation pour exécuter leurs obligations conventionnelles.

La République slovaque rappelle que le droit international coutumier, tel que codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, en particulier à l'alinéa c) de l'article 19 de celle-ci, interdit les réserves incompatibles avec l'objet et le but du traité. La République slovaque formule donc une objection aux réserves faites par la République islamique du Pakistan à l'égard des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention.

Cette objection n'empêchera pas l'entrée en vigueur de la Convention entre la République slovaque et la République islamique du Pakistan, mais cette dernière ne pourra pas se prévaloir de ses réserves.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Spain

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Espagne

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

“El Gobierno del Reino de España ha examinado las reservas presentadas por Pakistán en el momento de su ratificación de Convención contra la Tortura y Otros Tratos o Penas Crueles, Inhumanos o Degradantes, relativas a los artículos 3, 4, 6, 12, 13 y 16 del mencionado instrumento internacional.

El Gobierno del Reino de España considera que dichos artículos contienen derechos y garantías esenciales para la realización del objeto y fin de la Convención. Las reservas formuladas por Pakistán, subordinando la aplicación de dichos artículos de la Convención a su conformidad, bien con su legislación interna en materia de extradición, bien con su Constitución y con las leyes de la Sharia, categorías todas ellas a las que se hace una referencia general sin precisar su contenido, no permiten conocer el grado de compromiso de Pakistán con la realización del objeto y fin de la Convención. Por otro lado, contravienen el principio de derecho internacional, bien establecido en la práctica, conforme al cual un Estado no puede condicionar el cumplimiento de obligaciones internacionales voluntariamente asumidas, por la mera aplicación de normas de derecho interno, cualquiera sea su naturaleza. Tales reservas, en los términos en que están formuladas, en ningún caso permiten excluir los efectos jurídicos de las obligaciones derivadas de las correspondientes disposiciones de la Convención.

En consecuencia, el Gobierno del Reino de España objeta las reservas formuladas a los artículos 3, 4, 6, 12, 13 y 16 de la Convención contra la Tortura y Otros Tratos o Penas Crueles, Inhumanos o Degradantes.

Esta objeción no impide la entrada en vigor de la mencionada Convención entre el Reino de España y Pakistán”.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Government of the Kingdom of Spain has examined the reservations made by Pakistan upon its ratification of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, with regard to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of that international instrument.

The Government of the Kingdom of Spain considers that those articles refer to rights and guarantees that are essential for achieving the object and purpose of the Convention. As the reservations formulated by Pakistan make application of those articles of the Convention subject to their consistency with domestic law on extradition, with the Constitution and with Sharia laws, to which it refers in general terms without specifying their content, they make it impossible to determine the extent of Pakistan's commitment to achieving the object and purpose of the Convention. Furthermore, they violate the principle of international law, well established in practice, that a State cannot make compliance with international obligations that are assumed voluntarily subordinate to the mere application of the provisions of domestic law, whatever their nature. In no case may such reservations, as formulated, exclude the legal effects of obligations arising from the relevant provisions of the Convention.

Consequently, the Government of the Kingdom of Spain objects to the reservations made to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between the Kingdom of Spain and Pakistan.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement espagnol a examiné les réserves présentées par le Pakistan au moment de la ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à propos des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 dudit instrument.

Le Gouvernement espagnol estime que ces articles comportent des droits et des garanties essentiels à la réalisation de l'objectif et du but de la Convention. Les réserves formulées par le Pakistan, en subordonnant l'application des articles de la Convention à leur conformité aussi bien avec la législation interne en matière d'extradition qu'avec sa constitution et les lois de la charia, auxquelles il est fait référence de manière générale sans préciser leur contenu, ne permettent pas de connaître le degré d'engagement du Pakistan en faveur de la réalisation de l'objet et du but de la Convention. D'autre part, elles contreviennent au principe du droit international coutumier selon lequel un État ne peut faire dépendre le respect d'obligations internationales volontairement assumées de la simple application de normes de droit interne, quelle que soit leur nature. Ces réserves, telles qu'elles sont formulées, ne permettent en aucun cas d'annuler les effets juridiques des obligations dérivées des dispositions correspondantes de la Convention.

En conséquence, le Gouvernement espagnol fait objection aux réserves formulées à propos des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention susmentionnée entre l'Espagne et le Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

Sweden

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 22 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 22 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Suède

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
22 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 22 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Sweden is of the view that these reservations raise serious doubt as to the commitment of the Islamic Republic of Pakistan to the object and purpose of the [Convention], as the reservations are likely to deprive the provisions of the [Convention] of their effect and are contrary to the object and purpose thereof.

The Government of Sweden would like to recall that, according to customary international law as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, a reservation incompatible with the object and purpose of a treaty shall not be permitted. It is in the common interest of States that treaties to which they have chosen to become parties are respected as to their object and purpose, by all parties, and that States are prepared to undertake any legislative changes necessary to comply with their obligations under the treaties.

The Government of Sweden therefore objects to the aforesaid reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to the Convention against Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Pakistan and Sweden. The Convention enters into force in its entirety between the two States, without Pakistan benefiting from these reservations.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement suédois considère que ces réserves font naître de sérieux doutes quant à la volonté de la République islamique du Pakistan de respecter l'objet et le but de la Convention, car elles sont de nature à priver les dispositions de la Convention de leurs effets et sont contraires à l'objet et au but de celle-ci.

Le Gouvernement suédois tient à rappeler qu'en vertu du droit international coutumier tel que codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, une réserve incompatible avec l'objet et le but d'un traité n'est pas autorisée. Il est dans l'intérêt commun des États que les traités auxquels ils ont choisi de devenir parties soient respectés dans leur objet et dans leur but par toutes les parties, et que les États soient préparés à procéder à toute modification législative nécessaire pour s'acquitter de leurs obligations en vertu des traités.

En conséquence, le Gouvernement suédois fait objection aux réserves susmentionnées formulées par la République islamique du Pakistan à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Cette objection n'empêchera pas l'entrée en vigueur de la Convention entre le Pakistan et la Suède. La Convention entre en vigueur entre les deux États dans son intégralité, sans que le Pakistan puisse se prévaloir de ces réserves.

OBJECTION TO THE RESERVATION MADE BY PAKISTAN UPON RATIFICATION

Switzerland

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

Suisse

Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 28 juin 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

« Le Conseil fédéral suisse a examiné les réserves formulées par la République islamique du Pakistan lors de son adhésion à la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, concernant les articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16.

Les réserves aux articles, qui se rapportent au contenu d'un droit interne ou de la charia islamique, ne précisent pas leur portée et mettent en question la faculté de la République islamique du Pakistan d'honorer les obligations auxquelles elle a souscrit en devenant partie à la Convention.

L'article 19 de la Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités prévoit qu'aucune réserve n'est autorisée lorsqu'elle est incompatible avec l'objet et le but [de la Convention].

En conséquence, le Conseil fédéral suisse fait objection auxdites réserves de la République islamique du Pakistan à la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre la Suisse et la République islamique du Pakistan. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Swiss Federal Council has examined the reservations made by the Islamic Republic of Pakistan upon its accession to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment of 10 December 1984, with regard to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16.

The reservations to the articles, which refer to the provisions of domestic law and Islamic Sharia law, do not specify their scope and raise doubts about the ability of the Islamic Republic of Pakistan to honour its obligations as a party to the Convention.

Article 19 of the Vienna Convention on the Law of Treaties of 23 May 1969 prohibits any reservation that is incompatible with the object and purpose of a treaty.

Consequently, the Swiss Federal Council objects to the said reservations made by the Islamic Republic of Pakistan to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment of 10 December 1984.

This objection does not preclude the entry into force of the Convention between Switzerland and the Islamic Republic of Pakistan.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

**United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland**

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

**Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord**

*Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :
28 juin 2011*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 28 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland has examined the reservations made by the Government of Pakistan to the Convention on 23 June 2010, which read :

1. Article 3 – The Government of the Islamic Republic of Pakistan declares that provisions of article 3 shall be so applied as to be in conformity with the provisions of its laws relating to extradition and foreigners.

2. Article 8 – The Government of the Islamic Republic of Pakistan declares [that] pursuant to article 8, paragraph 2, of the Convention, it does not take this Convention as the legal basis for cooperation on extradition with other States Parties.

3. Article 4, 6, 12, 13 and 16 – The Government of the Islamic Republic of Pakistan declares that the provisions of these Articles shall be so applied to the extent that they are not repugnant to the Provisions of the Constitution of Pakistan and the Sharia laws.

4. Article 28 – In accordance with article 28, paragraph 1, of the Convention, the Government of the Islamic Republic of Pakistan hereby declares that it does not recognize the competence of the Committee provided for in article 20.

5. Article 30 – The Government of the Islamic Republic of Pakistan does not consider itself bound by article 30, paragraph 1 of the Convention.

In the view of the United Kingdom a reservation should clearly define for the other States Parties to the Convention the extent to which the reserving State has accepted the obligations of the Convention. Reservations which consist of a general reference to a constitutional provision, law or system of laws without specifying their contents do not do so.

The Government of the United Kingdom therefore objects to the reservations made by the Government of Pakistan to articles 3, 4, 6, 12, 13 and 16.

The United Kingdom will re-consider its position in light of any modifications or withdrawals of the reservations made by the Government of Pakistan to the Convention.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a examiné les réserves que le Gouvernement du Pakistan a formulées le 23 juin 2010 à l'égard de la Convention et qui se lisent comme suit :

1. Article 3 – Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare que l'article 3 s'applique de telle manière qu'il soit en conformité avec ses lois relatives à l'extradition et aux étrangers.

2. Article 8 – Aux fins du paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention, le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare qu'il ne considère pas la Convention comme constituant la base juridique de la coopération avec les autres États parties en matière d'extradition.

3. Articles 4, 6, 12, 13 et 16 – Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare que ces articles s'appliquent dans la mesure où ils ne sont pas contraires à la Constitution du Pakistan et à la charia.

4. Article 28 – En vertu du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention, le Gouvernement de la République islamique du Pakistan déclare qu'il ne reconnaît pas la compétence que l'article 20 confère au Comité.

5. Article 30 – Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan ne s'estime pas lié par le paragraphe 1 de l'article 30 de la Convention.

De l'avis du Royaume-Uni, une réserve doit clairement définir pour les autres États parties à la Convention dans quelle mesure l'État auteur de la réserve a accepté les obligations découlant de la Convention. Ce n'est pas le cas des réserves qui consistent à faire des références générales à une disposition constitutionnelle, à une loi ou à un système de droit sans en préciser la teneur.

Le Gouvernement du Royaume-Uni fait donc objection aux réserves formulées par le Gouvernement du Pakistan concernant les articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16.

Le Royaume-Uni reverra sa position selon que le Gouvernement du Pakistan modifiera ou retirera les réserves qu'il a formulées à l'égard de la Convention.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
PAKISTAN UPON RATIFICATION

United States of America

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 29 June 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 June 2011

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LE
PAKISTAN LORS DE LA RATIFICATION

États-Unis d'Amérique

Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 29 juin 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 29 juin 2011

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the United States of America objects to Pakistan’s reservations to the [Convention against torture]. Pakistan has reserved to articles 3, 4, 6, 12, 13, and 16 of the Convention, which address non-refoulement, criminalization of acts which constitute torture, arrest or

apprehension of those suspected of committing torture, investigation of credible allegations of torture, the right to bring before and have examined by competent authorities allegations of torture and for protection of complainants and witnesses, and the prevention of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. At the same time, Pakistan has chosen not to participate in the Committee's inquiry process under article 20. The combination of Pakistan's reservations and its decision not to participate in the article 20 process raises serious concerns because the reservations obscure the extent to which Pakistan intends to modify its substantive obligations under the Convention, and preclude further inquiry by the Committee if well-founded indications of systematic torture do arise. As a result, the United States considers the totality of Pakistan's reservations to articles 3, 4, 6, 12, 13, and 16 to be incompatible with the object and purpose of the [Convention]. This objection does not constitute an obstacle to the entry into force of the [Convention] between the United States and Pakistan, and the aforementioned articles shall apply between our two states, except to the extent of Pakistan's reservations."

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique fait objection aux réserves formulées par le Pakistan au sujet de la Convention contre la torture, en particulier aux articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 de la Convention, qui portent sur le non-refoulement, l'incrimination des actes constitutifs de torture, l'arrestation des personnes soupçonnées d'avoir commis un acte de torture, les enquêtes à mener lorsqu'il y a des allégations crédibles de torture, le droit pour quiconque prétend avoir été soumis à la torture de porter plainte devant les autorités compétentes et de voir sa cause examinée et les mesures prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins, et la prévention des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. D'autre part, le Pakistan a choisi de ne pas prendre part à la procédure d'enquête du Comité prévue à l'article 20. Le fait que le Pakistan ait émis des réserves et sa décision de ne pas participer à la procédure d'enquête prévue à l'article 20 sont particulièrement préoccupants car ils masquent la mesure dans laquelle le Pakistan entend modifier les obligations de fond que lui fait la Convention et empêche le Comité de procéder à une enquête si celui-ci reçoit des renseignements crédibles qui lui semblent contenir des indications bien fondées que la torture est pratiquée systématiquement. Par conséquent, les États-Unis considèrent que toutes les réserves formulées par le Pakistan au sujet des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 16 sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention. Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention entre les États-Unis et le Pakistan. Les articles susmentionnés s'appliquent entre nos deux États, sauf dans la mesure prévue par les réserves formulées par le Pakistan.

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION AGAINST TORTURE AND OTHER CRUEL, INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT. NEW YORK, 18 DECEMBER 2002 [*United Nations, Treaty Series, vol. 2375, A-24841.*]

RATIFICATION

Bulgaria

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 1 June 2011

Date of effect: 1 July 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 1 June 2011

RATIFICATION

Panama

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 2 June 2011

Date of effect: 2 July 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 2 June 2011

ACCESSION

Tunisia

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 29 June 2011

Date of effect: 29 July 2011

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 June 2011

PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT À LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS. NEW YORK, 18 DÉCEMBRE 2002 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 2375, A-24841.*]

RATIFICATION

Bulgarie

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 1^{er} juin 2011

Date de prise d'effet : 1^{er} juillet 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 1^{er} juin 2011

RATIFICATION

Panama

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 2 juin 2011

Date de prise d'effet : 2 juillet 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 2 juin 2011

ADHÉSION

Tunisie

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 29 juin 2011

Date de prise d'effet : 29 juillet 2011

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : d'office, 29 juin 2011